

Gaspillage et mauvaise gestion

M. Peters: Merci, monsieur l'Orateur. Je me demande si la remarque est faite à la blague. Peut-être pourrions-nous reculer la clôture de quelques pieds derrière les édifices du Parlement et annexer les immeubles. Peut-être est-ce la solution.

Si le gouverneur général n'était pas au nombre de mes amis, je poursuivrais sur le même ton. Mais comme il l'est, je vais m'en tenir là.

Des voix: Bravo!

SANCTION ROYALE

[Traduction]

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

Monsieur l'Orateur, c'est le désir de l'honorable suppléant de Son Excellence le Gouverneur général que cette honorable Chambre se rende immédiatement auprès de lui dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, l'Orateur et les membres des Communes se rendent dans la salle du Sénat.

[Français]

● (2030)

Et de retour,

M. l'Orateur: A l'ordre! J'ai l'honneur d'informer la Chambre que lorsqu'elle s'est rendue auprès du député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Bill C-42, Loi prévoyant un moyen de préserver les approvisionnements en énergie au Canada durant les périodes d'urgence nationale résultant de pénuries ou de perturbations du marché qui portent atteinte à la sécurité et au bien-être des Canadiens et à la stabilité économique du Canada—Chapitre 17.

Bill C-49, Loi modifiant la Loi sur les banques et la Loi sur les banques d'épargne de Québec—Chapitre 18.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—MOTION DE DÉFIANCE—LA CRITIQUE DU GASPILLAGE ET DE LA MAUVAISE GESTION DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Andre:

Que le Chambre blâme le gouvernement de son gaspillage et de sa mauvaise gestion ainsi que de n'avoir pas appliqué des méthodes de gestion et d'administration assurant que l'argent des contribuables soit dépensé de manière rentable et efficace et selon la volonté du Parlement.

M. Gus MacFarlane (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales): Monsieur l'Orateur, j'ai été frappé par les termes employés dans la motion de l'opposition, et notamment par le mot «gaspillage» et l'expression «mauvaise gestion»; aussi, je me suis senti obligé d'essayer d'en réfuter au moins quelques-uns.

[L'Orateur suppléant (M. Turner).]

Je trouve intéressant qu'on insiste tant sur le gaspillage et j'ai été assez surpris qu'un député de l'opposition, en parlant des folles dépenses auxquelles le gouvernement s'est livré, ait fait allusion à la Commission de l'unité canadienne. Je ne peux concevoir qu'un député de la Chambre puisse croire un seul instant que c'était du gaspillage, quoi que cela ait pu coûter, d'envoyer des gens partout au pays pour enquêter sur une question relative à l'unité canadienne.

Des voix: Bravo!

M. MacFarlane: Je ne comprends absolument pas comment on peut faire de pareilles observations au sujet d'honorables personnalités comme MM. Robarts et Jean-Luc Pepin qui se sont acquittés de la tâche que le Parlement leur a confiée comme les Canadiens honnêtes et sincères qu'ils sont.

● (2040)

Je n'ai rien à reprocher au député qui a dit que nous pouvons compter sur bien des compétences et que nous représentons effectivement notre circonscription. Je suis totalement d'accord avec lui sur ce point. Mais il arrive souvent que nous ayons des affaires à régler ici et qu'il nous faille les conseils d'experts. Les experts ne sont pas toujours des détenteurs de diplômes honorifiques ou de diplômes universitaires, ou encore des membres de certaines professions. C'est ainsi qu'il a été jugé nécessaire de choisir une dame et deux messieurs, que nous connaissons tous, et de leur faire parcourir le pays avec d'autres pour entendre ce que les gens ordinaires avaient à dire concernant l'unité nationale. Voir là un exemple de gabegie et de folles dépenses de la part du gouvernement est totalement ridicule et inacceptable.

Il y a d'autres exemples. Je voudrais revenir à l'époque d'un autre vérificateur général, Maxwell Henderson. Je me rappelle fort bien qu'à l'époque où il parlait des dépenses de l'État, il était tout à fait disposé à admettre que le budget du bureau du vérificateur général passe de 2.25 millions de dollars à 4.25 millions de dollars l'année suivante, puis à 6.25 millions de dollars l'année d'après, alors que les dépenses de l'État n'avaient certainement pas augmenté dans de telles proportions. Cela n'avait cependant rien d'anormal, car il voulait disposer des crédits nécessaires pour vérifier les dépenses gouvernementales.

Ce monsieur très distingué a parlé d'une chose qu'il appartenait, normalement à l'opposition de discuter tandis qu'elle s'est contentée de faire des remarques sur le gaspillage causé par la Commission sur l'unité nationale. Les députés de l'opposition auraient pu signaler qu'il se produit inévitablement certaines formes de gabegie au sein des grosses sociétés et des appareils étatiques importants ainsi que l'a déclaré Maxwell Henderson. On constate souvent que cette gabegie se produit au stade intermédiaire. Il est facile d'évoquer après coup toutes les choses qui se sont produites mais le gouvernement doit faire face à la réalité et à ce qui se produit sur le moment. C'est sur le coup que certains changements de politique à caractère innovateur doivent être effectués. Cela ne signifie pas pour autant que tout ce qui se faisait avant soit nécessairement mauvais en soi. Cela signifie que des changements se sont avérés nécessaires à la suite de pressions externes ainsi que de pressions exercées à l'intérieur même du pays. M. Henderson l'a fort bien reconnu.